

M.E.D. DÉCHETS  
RÉCENTRÉSLiberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction de la Coordination  
des Politiques InterministériellesBureau des installations classées  
pour la protection de l'environnement

Réf. :DCPI-BICPE - VD

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société OUTINORD de  
respecter les prescriptions applicables à ses installations situées à  
SAINT-AMAND-LES-EAUX**

Le Préfet de la région Hauts-de-France  
Préfet du Nord  
Officier de la légion d'Honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses livres I, II et V ;

Vu l'article L 171-7 du code de l'environnement ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, et notamment son article L 411-2 ;

Vu le code de justice administrative, et notamment son article R 421-1 ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination du préfet de la région Nord - Pas-de-Calais – Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, Préfet du Nord, M. Michel LALANDE ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région des Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 septembre 2018 portant délégation de signature à M. Thierry MAILLES, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2009 modifié autorisant la société OUTINORD, dont le siège social est situé à SAINT-AMAND-LES-EAUX, 392 rue de Millonfosse, à exploiter une unité de fabrication de coffrages métalliques destinés à la construction de bâtiments, à cette adresse, et notamment les rubriques 2565 et 2940 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 avril 2012 imposant des prescriptions complémentaires à la société OUTINORD pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à SAINT-AMAND-LES-EAUX, notamment les articles suivants qui disposent :

- **article 3.1.1** : « L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses [...] »

- **article 5.1.3** : « Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution [...] pour les populations avoisinantes et l'environnement. Il est interdit d'entreposer des déchets à l'intérieur de l'établissement sur une période anormalement longue au regard de la fréquence habituelle des enlèvements. » ;

- article 7.5.2 : « Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. » ;

- article 7.5.3 : « Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou du sol est associé à une rétention [...] Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution [...] pour les populations avoisinantes et l'environnement. Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination, des déchets spéciaux considérés comme substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagés pour la récupération des eaux météorologiques. » ;

- article 7.5.5 : « L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. » ;

Vu le rapport du 19 octobre 2018 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, transmis à l'exploitant par courrier du 21 novembre 2018, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de quinze jours ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier du 3 décembre 2018 ;

Vu le courrier de l'inspection des Installations classées du 18 décembre 2018 ;

Considérant que lors de la visite du 15 octobre 2018, l'inspecteur des installations classées a constaté les faits suivants :

- absence de rétentions sous de nombreux produits ou substances dangereuses sur l'ensemble du site ;
- absence de volume potentiel de certaines rétentions (rétentions pleines, qui débordent dans certains cas) ;
- stockage de déchets en extérieur sans moyens de prévention au risques de pollutions (absence de rétention, contenants non étanches, traces au sol etc.) ;
- stockage d'un volume important (environ 55m3) d'eaux issues de l'installation de traitement de surface dans des IBC d'1m3 sans identification précise ;
- fuite d'un IBC contenant une substance à pH 0,2 à proximité d'une évacuation d'eaux pluviales (traces au sol) ;
- exploitation de poste de peintures liquides solvantées sans moyens de canalisation et de traitement éventuel. Les rejets sont diffus.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 7.5.2, 7.5.3, 7.5.5, 5.1.3 et 3.1.1 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société OUTINORD de respecter les prescriptions des articles 7.5.2, 7.5.3, 7.5.5, 5.1.3 et 3.1.1 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Nord,

### ARRÊTE

Article 1<sup>er</sup> : La société OUTINORD, exploitant une installation de fabrication de coffrages métalliques destinés à la construction de bâtiments sise au 392 rue de Millonfosse sur la commune de SAINT-AMAND-LES-EAUX (59732), est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 7.5.2, 7.5.3, 7.5.5, 5.1.3 et 3.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 avril 2012 susvisé en :

- disposant les rétentions adéquates sous l'ensemble des produits et substances dangereuses présents sur le site dans un délai de deux mois ;
- vidangeant les rétentions déjà mises en œuvre et dont le volume potentiel n'est pas assuré dans un délai de quinze jours ;
- évacuant les déchets conformément à la réglementation en vigueur et notamment les déchets dangereux (condensateurs à pyralène, huiles, néons, amiante, etc.) dans un délai d'un mois ;

- évacuant les eaux issues de l'installation de traitement de surface dans un délai de deux mois ;
- mettant en œuvre les moyens de prévention au risque de pollution pour l'environnement, notamment concernant les produits et substances dangereuses stockés en extérieur dans un délai d'un mois ;
- en identifiant précisément les produits et substances dangereuses au sein de l'établissement dans un délai d'un mois. Cette identification doit apparaître sur les contenants concernés conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
- en limitant les rejets diffus de ses installations de peinture dans un délai de deux mois.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

#### Article 2 -- Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

#### Article 3 -- Délais et voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé à M. le préfet du Nord, préfet de la région des Hauts-de-France - 12, rue Jean sans Peur - 59039 LILLE CEDEX.
- et/ou recours hiérarchique, adressé à Monsieur le ministre de la transition écologique et solidaire - Grande Arche de la Défense - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

En outre, et en application de l'article L171-11 du code de l'environnement, la décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux est prolongé de deux mois.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

#### Article 4 -- Décision et notification

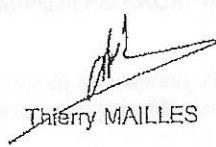
La secrétaire générale de la préfecture du Nord et le sous-préfet de VALENCIENNES sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

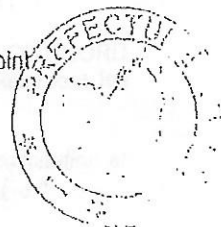
- maire de SAINT-AMAND-LES-EAUX,
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de SAINT-AMAND-LES-EAUX et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Fait à Lille, le - 6 FEV. 2019

Pour le préfet,  
Le Secrétaire Général Adjoint

  
Thierry MAILLES





PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction de la Coordination  
des Politiques InterministériellesBureau des installations classées  
pour la protection de l'environnement

Réf. : DCPI-BICPE - VD

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société OUTINORD de  
régulariser la situation administrative de son établissement situé à  
SAINT-AMAND-LES-EAUX.**

Le Préfet de la région Hauts-de-France  
Préfet du Nord  
Officier de la légion d'Honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses livres I, II et V ;

Vu l'article L 171-7 du code de l'environnement ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, et notamment son article L 411-2 ;

Vu le code de justice administrative, et notamment son article R 421-1 ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination du préfet de la région Nord - Pas-de-Calais - Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, Préfet du Nord, M. Michel LALANDE ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région des Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 septembre 2018 portant délégation de signature à M. Thierry MAILLES, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2009 modifié autorisant la société OUTINORD, dont le siège social est situé à SAINT-AMAND-LES-EAUX, 392 rue de Millonfosse, à exploiter une unité de fabrication de coffrages métalliques destinés à la construction de bâtiments, à cette adresse, et notamment les rubriques 2565 et 2940 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 avril 2012 imposant des prescriptions complémentaires à la société OUTINORD pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à SAINT-AMAND-LES-EAUX ;

Vu le porter à connaissance des modifications envisagées sur le site déposé en avril 2017 ;

Vu le courrier de l'inspection des installations classées du 27 avril 2017 informant l'exploitant du caractère substantiel des modifications envisagées dans son porter à connaissance d'avril 2017 et la nécessité d'obtenir une nouvelle autorisation ;



Vu le rapport du 19 octobre 2018 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, transmis à l'exploitant par courrier du 21 novembre 2018, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de quinze jours;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier du 3 décembre 2018 ;

Vu le courrier de l'inspection des installations classées du 18 décembre 2018 ;

Considérant que lors de la visite du 15 octobre 2018, l'inspecteur des installations classées a constaté les faits suivants :

- l'exploitation d'une chaîne de peinture liquide (solvantée). L'exploitant déclare un fonctionnement en poste de nuit, sur une durée de 8h, d'une consommation journalière égale à 200 kg de peinture.
- l'exploitation d'une installation de traitement de surface disposant d'un volume de 5 000 litres ;

Considérant la nomenclature des installations classées et notamment les rubriques suivantes :

- 2565-2 : Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique. Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium ni de cyanures, et à l'exclusion de la vibro-abrasion), le volume des cuves de traitement étant supérieur à 1500 litres : autorisation.
- 2940-2 : Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile...). Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le "trempé" (Pulvérisation, enduction...), si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est supérieure à 100kg/jour : autorisation.

Considérant que les installations, dont l'activité a été constatée lors de la visite du 15 octobre 2018, relèvent du régime de l'autorisation et sont exploitées sans l'autorisation nécessaire en application de l'article L. 512-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement de mettre en demeure la société OUTINORD de régulariser sa situation administrative. ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Nord,

### ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup> :** La société OUTINORD, exploitant une installation de fabrication de coffrages métalliques destinés à la construction de bâtiments sise au 392 rue de Millonfosse sur la commune de SAINT-AMAND-LES-EAUX (59732), est mise en demeure de régulariser sa situation administrative soit :

- en déposant en préfecture un dossier de demande d'autorisation, conformément aux dispositions des articles R 181-12 et suivants du code de l'environnement,
- en cessant ses activités et en procédant à la remise en état prévue à l'article L. 512-6-1 du code de l'environnement.

**Dans un délai d'1 mois à compter de la notification du présent arrêté,** l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure :

- dans le cas où il opte pour le **dépôt d'un dossier d'autorisation, ce dernier devra être déposée dans un délai de 9 mois.** L'exploitant fournit dans les **2 mois** les éléments justifiants du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'étude... etc.) ;

- dans le cas où il opte pour la **cessation d'activité**, celle-ci doit être effective dans les **3 mois** et l'exploitant fournit dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement ;

**Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.**

## Article 2 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du II de l'article L.171-7 du code de l'environnement.

## Article 3 – Délais et voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé à M. le préfet du Nord, préfet de la région des Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – 59039 LILLE CEDEX.
- et/ou recours hiérarchique, adressé à Monsieur le ministre de la transition écologique et solidaire – Grande Arche de la Défense - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

En outre, et en application de l'article L171-11 du code de l'environnement, la décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux est prolongé de deux mois.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## Article 4 – Décision et notification

La secrétaire générale de la préfecture du Nord et le sous-préfet de VALENCIENNES sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de SAINT-AMAND-LES-EAUX ,
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de SAINT-AMAND-LES-EAUX et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Fait à Lille, le 06 FEV. 2019

Pour le préfet,  
Le Secrétaire Général Adjoint



Thierry MAILLES



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction de la Coordination  
des Politiques Interministérielles

Bureau des installations classées  
pour la protection de l'environnement

Réf. :DCPI-BICPE - VD

## Arrêté préfectoral portant suspension des activités de la société OUTINORD concernant ses installations situées à SAINT-AMAND-LES-EAUX

Le Préfet de la région Hauts-de-France

Préfet du Nord

Officier de la légion d'Honneur

Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses livres I, II et V ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, et notamment son article L 411-2 ;

Vu le code de justice administrative, et notamment son article R 421-1 ;

\* Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination du préfet de la région Nord - Pas-de-Calais – Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, Préfet du Nord, M. Michel LALANDE ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région des Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 septembre 2018 portant délégation de signature à M. Thierry MAILLES, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2009 modifié autorisant la société OUTINORD, dont le siège social est situé à SAINT-AMAND-LES-EAUX, 392 rue de Millonfosse, à exploiter une unité de fabrication de coffrages métalliques destinés à la construction de bâtiments, à cette adresse, et notamment les rubriques 2565 et 2940 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 avril 2012 imposant des prescriptions complémentaires à la société OUTINORD pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à SAINT-AMAND-LES-EAUX, notamment les articles suivants qui disposent :

Vu l'arrêté préfectoral du 3 mai 2018 mettant en demeure la société OUTINORD de fournir l'analyse méthodique des risques et le plan de surveillance relatifs à son installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air conformément à l'article 3.7.1 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n°2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

- article 7.5.2 : « Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. » ;

- article 7.5.3 : « Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou du sol est associé à une rétention [...] Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution [...] pour les populations avoisinantes et l'environnement. Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination, des déchets spéciaux considérés comme substances ou préparation dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagés pour la récupération des eaux météorologiques. » ;

- article 7.5.5 : « L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. » ;

Vu le rapport du 19 octobre 2018 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, transmis à l'exploitant par courrier du 21 novembre 2018, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de quinze jours;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier du 3 décembre 2018 ;

Vu le courrier de l'inspection des installations classées du 18 décembre 2018 ;

Considérant que lors de la visite du 15 octobre 2018, l'inspecteur des installations classées a constaté les faits suivants :

- absence de rétentions sous de nombreux produits ou substances dangereuses sur l'ensemble du site ;
- absence de volume potentiel de certaines rétentions (rétentions pleines, qui débordent dans certains cas)
- stockage de déchets en extérieur sans moyens de prévention au risques de pollutions (absence de rétention, contenants non étanches, traces au sol etc.) ;
- stockage d'un volume important (environ 55m<sup>3</sup>) d'eaux issues de l'installation de traitement de surface dans des IBC d'1m<sup>3</sup> sans identification précise ;
- fuite d'un IBC contenant une substance à pH 0,2 à proximité d'une évacuation d'eaux pluviales (traces au sol)
- exploitation de poste de peintures liquides solvantées sans moyens de canalisation et de traitement éventuel. Les rejets sont diffus.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 7.5.2, 7.5.3, 7.5.5, 5.1.3 et 3.1.1 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société OUTINORD de respecter les prescriptions des articles 7.5.2, 7.5.3, 7.5.5, 5.1.3 et 3.1.1 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Nord,

### ARRÊTE

**Article 1<sup>er</sup> :** La société OUTINORD, exploitant une installation de fabrication de coffrages métalliques destinés à la construction de bâtiments sise au 392 rue de Millonfosse sur la commune de SAINT-AMAND-LES-EAUX (59732), est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 7.5.2, 7.5.3, 7.5.5, 5.1.3 et 3.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 avril 2012 susvisé en :

- disposant les rétentions adéquates sous l'ensemble des produits et substances dangereuses présents sur le site dans un délai de deux mois ;
- vidangeant les rétentions déjà mises en œuvre et dont le volume potentiel n'est pas assuré dans un délai de quinze jours ;
- évacuant les déchets conformément à la réglementation en vigueur et notamment les déchets dangereux (condensateurs à pyralène, huiles, néons, amiante, etc.) dans un délai d'un mois ;



#### Article 4 – Délais et voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé à M. le préfet du Nord, préfet de la région des Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – 59039 LILLE CEDEX.
- et/ou recours hiérarchique, adressé à Monsieur le ministre de la transition écologique et solidaire – Grande Arche de la Défense - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

En outre, et en application de l'article L171-11 du code de l'environnement, la décision peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Lille dans un délai de deux mois conformément aux dispositions de l'article R421-1 du code de justice administrative.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux est prolongé de deux mois.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

#### Article 4 – Décision et notification

La secrétaire générale de la préfecture du Nord et le sous-préfet de VALENCIENNES sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

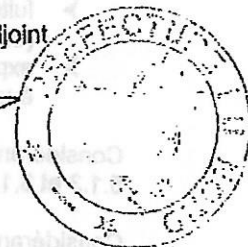
- maire de SAINT-AMAND-LES-EAUX,
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de SAINT-AMAND-LES-EAUX et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Fait à Lille, le 6 FEV. 2019

Pour le préfet,  
Le Secrétaire Général Adjoint

Thierry MAILLES



ARRÊTÉ